

On s'abonne au bureau
des affaires européennes.

Prix : 12 fr. PAR AN.
Payables par trimestre et
d'avance.

MESSAGER

ANNONCES : 4 fr. la ligne,
caractères 9 points (pel. rom.)
AU COMPTANT.
S'adresser au bureau des
affaires européennes.

DE TAHITI.

PARTIE OFFICIELLE.

Par ordre de M. le Gouverneur, Commissaire Impérial aux îles de la Société, en date du 16 mars, M. Costet, pharmacien de la marine, a été nommé adjoint à l'officier de l'Etat-Civil.

Par ordre du 22 courant, M. Trastour, sous-commissaire, a été nommé Juge de Paix en remplacement de M. Maugey.

Par ordre du même jour, M. Gaillanton, sous-lieutenant d'infanterie de marine, a été nommé Juge d'instruction près les tribunaux correctionnel et criminel, en remplacement de M. Maugey.

Nous, Gouverneur des Etablissements Français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société, Considérant que la cherté de la main d'œuvre dans les îles de Tahiti et de Moorea, due en grande partie au peu de population de ces îles, s'oppose à la mise en culture du sol et nuit à la prospérité du pays;

Vu la nécessité d'encourager l'immigration des travailleurs;

En vertu de l'ordonnance du 28 avril 1842, rendue applicable aux îles de la Société;

Sur la proposition de l'Ordonnateur, faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur;

Le conseil d'administration consulté, et entendu;

ATONS ARRÊTÉ ET ARRÊTÉS CE QUI SUIVRA :

Article 1^{er}.

Les engagements pour l'exécution d'un travail quelconque entre un patron et des travailleurs étrangers au Gouvernement du protectorat seront de cinq ans, au maximum et renouvelables.

Ces engagements pourront être prouvés devant le juge de paix, soit par titres, soit par témoins.

Article 2.

Nul contrat d'engagement n'est valable si l'engagement n'a au moins quinze ans révolus.

Ces contrats seront rédigés soit en langue Tahitienne mais dans la langue du pays de l'engagement, mais dans ce dernier cas ils devront toujours être accompagnés d'une traduction authentique en français, en anglais ou en espagnol.

La signature des parties est indispensable pour les rendre valables. Si une des parties ne sait pas signer, deux témoins certifieront pour elle qu'elle a consenti à l'engagement.

Article 3.

A l'arrivée des engagés à Tahiti, les contrats seront soumis au Directeur des affaires Européennes qui, après s'être assuré que les parties ont une pleine et entière connaissance des conditions stipulées et de la régularité de l'acte, les enregistrera et les revêtra de son visa.

Article 4.

Tout travailleur étranger qui, après son arrivée dans le pays, refusera d'exécuter les clauses de son contrat, devra payer à son patron, si le contrat est reconnu valable, une somme de cent francs à titre de dommages-intérêts, soit en argent soit en journées de travail. Dans ce cas le prix de la journée de travail sera évalué à deux francs.

Article 5.

Tout engagé qui refusera d'exécuter le travail stipulé dans les conditions de son contrat d'engagement bien et dûment enregistré, sera condamné à un travail public jusqu'à ce qu'il consente à reprendre le travail chez son patron.

Article 6.

Les différends entre le maître et l'engagé seront portés devant le juge de paix qui pourra, en cas d'infraction des engagements par une des parties, le condamner à une amende de 16 à 400 fr. au profit du trésor, sans préjudice des dommages-intérêts envers la partie lésée.

Article 7.

En aucun cas le Gouvernement ne prendra à sa charge les frais de rapatriement de l'engagé et les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin; ces frais devront toujours être supportés par le patron à moins de conditions contraires.

Papeete, le 23 mars 1857.

DU, BOUZET.

LE CHEF DE DIVISION, GOUVERNEUR DES
ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE.

Vu l'arrêté du 10 Mars 1857;

Considérant que le tarif mentionné en l'article 4 de cet arrêté pourrait ne pas donner une suffisante com-

pensation aux dépenses d'établissement et d'entretien des quais;

ARRÊTÉ.

Article 1^{er}.

Le tarif maximum des frais à percevoir par les concessionnaires de quais, ponts ou débarcadères est abrogé.

En conséquence les prix d'accostage de bâtiments, de chargement ou de déchargement des marchandises etc. seront exclusivement déterminés par les conventions des parties.

Article 2.

Le Trésor continuera de percevoir le 1/4 du tarif mentionné dans l'arrêté du 10 Mars 1857, pour les accostages des bâtiments, les chargements et déchargements des marchandises sur les ponts ou débarcadères.

Article 3.

L'Ordonnateur, le Directeur des affaires Européennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré partout en besoin sera et inséré au Bulletin Officiel de l'Océanie.

Papeete le 23 Mars 1857.

E. DU BOUZET.

AVIS OFFICIEL.

Plusieurs habitants ont déjà vendu des terrains dont les titres de propriété leur sont contestés par d'autres personnes. Ces ventes déjà réalisées quand les contestations les ont apprises, ont causé des complications fâcheuses et ont obligé les tribunaux à rendre des arrêts de non lieu, qui ont causé une grande perturbation dans les transactions. Pour éviter à ce grave inconvénient, le Commissaire Impérial, P. L., décide qu'à l'avenir, tout propriétaire qui vendra vendre un terrain sera obligé, non seulement d'en faire la déclaration au Bureau indigène, en accompagnant cette déclaration de tous ces titres de propriété, du nom sous lequel est comme la propriété, de celui du district, du sous-district et du nom des propriétaires dont il a hérité, mais encore d'en faire à ses frais l'insertion dans le journal le Messager et dans le Yec, afin que tous les habitants ayant eu croyant avoir des droits à ces terrains aient le temps de porter leurs réclamations au bureau indigène. A bout d'un mois, les autres formalités voulues par la loi accomplies, s'il n'y a aucune réclamation, le vendeur pourra obtenir une autorisation de vendre, sans laquelle le contrat ne pourra être dressé ni par devant Notaire, ni sous seing privé.

Toute vente d'écrit sans que les formalités ci-dessus énoncées, aient été observées, sera nulle, et tout notaire ou autre officier public qui y aura procédé la main pourra être attaqué en dommages et intérêts par la partie lésée sans préjudice des peines disciplinaires qu'il aurait encourues.

PARTIE NON OFFICIELLE.

AVIS.

On Tuesday next the 31st of this month, at 5 o'clock in the evening the Chief of the Board of health will examine his vaccinations. The parents of the children who were vaccinated on Tuesday last, must not forget that it is urgent, and obligatory, that those children should be again presented, so that he can obtain from their arms, the vaccine matter that is indispensable, for future inoculations.

The operation of collecting the matter from the children's arms, is not at all painful, and even if it were, that would not constitute a reason, for depriving of a benefit which was so generously received of another only a few days ago, the numerous subjects who will come the day after tomorrow, to seek for the preservative against the Small Pox.

Mardi, 31 du courant, à 5 heures du soir, le Chef du service de santé continuera ses vaccinations.

Les parents des enfants qui ont été vaccinés mardi dernier, ne doivent pas oublier qu'il est urgent et obligatoire que ces enfants soient de nouveau présentés, afin que l'on puisse recueillir sur leurs bras le virus vaccin indispensable à des inoculations ultérieures.

L'opération qui a pour but de recueillir le vaccin sur les bras des enfants n'est nullement douloureuse, et d'ailleurs le serait-elle, que cela ne constituerait pas une raison pour priver d'un bienfait que l'on a si sincèrement reçu d'un autre, il y a à peine quelques jours, les nombreux sujets qui viendront chercher, après-demain, le préservatif de la petite vérole.

tit. M. de la Vierge
 son impitoyable...
 le, non sans me faire
 un coup d'oeil...
 et du tonnerre...
 et en qui, au lieu de
 mon front...
 allégé d'une...
 et accident...
 me muni et qui...
 et...



SUPPLÉMENT AU
 MESSAGEUR DE TAHOÏ du
 29 Mars 1857.

Coupang (Timor) aussitôt que j'aurais réussi à faire de l'eau. Je ne me dissimulai pas les dangers que le manque de vivres pouvait me faire courir; aussi, un instant je fus sur le point d'aller chercher sur la côte de la Nouvelle-Guinée un chargement de coces; mais le manque de cartes de cette partie me déconseilla ce projet.

Le 18 septembre, après avoir réussi à faire le plein d'eau sur l'île Possession, par l'entremise de naturels qui pouvaient avoir des communications avec les navires anglais, dont ils ont appris quelques mots de leur dernière ligue, je fis le partage entre les deux du biscuit qui restait (12 kilogr.); ce qui donnait environ 400 grammes par jour et par homme, en comptant sur une traversée de dix à douze jours.

L'essai de relever le moral un peu affaibli d'hommes fatigués par huit jours de privations de toutes espèces, et pris de nouveau la pêche mer, me venait à la pensée, qui m'avait conduit déjà à l'entrepreneuse, et avait tenu, qu'un milieu de circonstances difficiles les malades se virent pas augmenter nos infirmités.

Je pourrais me faire naviguer avec assez de bonheur jusqu'en 17 septembre. Les hommes, malgré notre faible nourriture, se soutenaient en bonne santé, lorsque le calme vint nous surprendre d'une manière aussi inattendue que terrible.

Le 18, j'essayai de faire manger les hommes; mais la chaleur et le manque d'eau ne leur permirent pas de continuer.

Le 19, la civilité commença à sauter dans l'esprit d'une partie des hommes, et je résolus d'en profiter pour tenter un dernier effort, en gagnant d'abord sur le milieu de l'île de Timor, dont je m'estimais à environ 20 lieues.

Je vous donnerai moi-même l'exemple, et profitant de la fraîcheur de la nuit, nous se quittâmes point les avions depuis cinq heures du soir jusqu'au jour, n'ayant que 15 cent litres d'eau pour nous désaltérer durant cette longue marche.

Au lever du Soleil, la terre nous apparut dans une étendue de plus de vingt lieues. Cette vue raviva le courage de chacun et sembla donner de nouvelles forces aux hommes. Adieu d'une faible brise, je réussis à entrer le soir dans une rivière qui me semblait une rivière et d'un ruisseau une immense ligue.

Le 21 au matin, j'étais obligé de quitter ce point, n'ayant pu y obtenir des vivres et de l'eau, et ce ne fut qu'en longeant la côte que je parvins à me procurer de l'eau sur un point inhabité, et le 22 au soir, n'ayant plus de vivres depuis le matin, j'atteignis le port de Coupang.

J'allai immédiatement trouver le résident, M. Franklin, qui fut aussitôt à notre disposition toutes les ressources que présentait la colonie.

Pendant trois jours, les hommes ont pu se reposer avec une nourriture abondante et reprendre quelques forces pour entreprendre une nouvelle navigation.

Sur l'avis de M. le résident, je dus prendre passage, le 25, sur le packet allant à Batavia, et qui passe chaque mois à Coupang. Avant de partir, j'ai fait, par son entremise, un bon gouvernement français, la vente publique des trois canots restants et des objets qu'ils contenaient.

M. Franklin a eu le soin, pendant les trois jours que j'ai passé à Coupang, de nous entourer des soins les plus empressés et les plus gracieux. Avant mon départ, je lui ai adressé, en mon nom et au nom de l'équipage, une lettre de remerciement. Je suis heureux de pouvoir vous la faire connaître.

Je lui ai laissé, dans un rapport succinct, les indications

nécessaires pour que les navires qui iront de ce point à l'Europe puissent s'assurer, en passant, du sort de nos compagnons d'armes.

M. Franklin m'a remis des lettres pour le résident de Sourabaya, où le packet s'arrêtera plusieurs jours, et pour celui de Batavia, qui doit me fournir les moyens de rapatriement nécessaires. J'aurai l'honneur de vous faire connaître, dès mon arrivée sur ce dernier point, les moyens que le gouvernement hollandais aura mis à ma disposition.

J'ai quitté, le 25 septembre, le port de Coupang sur le vapeur le *Pudang*; les hommes étaient presque tous en bonne santé. Quelques-uns ont reçu, pour de légères indispositions, les soins du docteur hollandais de Coupang.

En terminant ce rapport, je suis heureux de pouvoir appeler votre bienveillante attention sur les services que m'a rendus M. l'enseigne de vaisseau Auguy Dufresne, qui commandait le canot major. Cet officier a constamment et non seulement au service de notre expédition par ses observations, lorsqu'il s'en est perdu son instrument, mais il a remplit aussi avec le plus grand succès la mission que je lui ai confiée plusieurs fois d'aller faire de l'eau sur la côte d'Australie; il a réussi à se tenir, dans des circonstances bien difficiles, le courage des hommes qui se trouvaient sous ses ordres. J'ai trouvé en lui non-seulement l'officier intrépide, mais aussi le meilleur caractère dans le moment où un chef a besoin des avis de chacun.

Le 2^e maître Leroy a dévoué, malgré les souffrances les plus grandes, un courage au-dessus de tout éloge, à surveiller la balancine qu'il employait à faire le succès le plus remarquable, et malgré l'infirmité de sa marche, à se, par sa vigilance, prévenir toute avarie.

Je ne puis passer sous silence le dévouement et l'intelligence exceptionnels que j'ai rencontrés dans le matelot de 2^e classe Jean Barot; il a puissamment contribué au salut du grand canot, et il n'y a pas de jour où il ne m'ait donné l'exercice d'exercer son courage à toute épreuve.

Je vous citerai, comme s'étant fidèlement remarqué dans plusieurs circonstances, et n'ayant, par leur bonté, ne influencé sur leur caractère, permis des dignes sans infirmités, les hommes Moutard (Louis-Auguste) et Leconte (Joseph), matelots de 3^e classe, et Riquier (Emile-Pierre), matelot de 2^e classe.

Je joins à ce rapport l'état des pertes de l'équipage restées, à la date du 25 août, sur le résident Mellet, et celui des personnes arrivées avec moi à Timor. Le salut de l'équipage était excellent; j'ai encore avec moi le seul homme blessé dans le naufrage, le matelot de 2^e classe Dixon (Auguste), qui a eu l'épaule fracturée par la roue du gouvernail au moment de l'échouage.

Je suis, etc.
 L'enseigne de vaisseau, second du Darc, commandant le détachement
 ARRIVÉ À TIMOR.
 A. MAGU LAINE.

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.

Nous extrayons de la *Tribune* l'article suivant sur lequel nous reproduisons l'attention sérieuse de nos lecteurs.

En 1831, l'évaluation officielle de la propriété immobilière en France, était de 39,514,000,000 francs ou plus de P. 8,000,000,000. En 1850, l'Assemblée législative, ordonna une nouvelle évaluation qui fut faite en 1851. Les résultats en démontrèrent ce fait étonnant que, dans la courte période de trente ans, la valeur effective de la propriété immobilière a plus que doublé, — non d'ailleurs n'était pas moindre de 83,744,000,000 francs ou plus de P. 16,000,000,000. La puissance d'un pays s'étant de tout temps accrue avec l'augmentation de la valeur de ses terres, nous sommes avertis à trouver dans cet accroisse-

ans le port d'Alban, nous
 t-à-tre un établissement an-
 ance de passages de navires,
 a, et, après une manœuvre
 de puissance, de ruines et
 de toutes les ressources
 où nous ramènera la nuit
 que quand ces ressources

